Brussels Studies

La revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles
/ Het wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over
Brussel / The Journal of Research on Brussels
Collection générale | 2020

Services avancés : attractivité bruxelloise et enjeux locaux

Geavanceerde diensten: de aantrekkelijkheid van Brussel en lokale uitdagingen
Advanced services: the attractiveness of Brussels and local issues

Gilles Van Hamme, Maëlys Waiengnier, David Bassens et Reijer Hendrikse

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/brussels/5102>
DOI : 10.4000/brussels.5102
ISSN : 2031-0293

Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

Référence électronique

Gilles Van Hamme, Maëlys Waiengnier, David Bassens et Reijer Hendrikse, « Services avancés : attractivité bruxelloise et enjeux locaux », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n° 149, mis en ligne le 08 novembre 2020, consulté le 16 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/5102> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/brussels.5102>

Ce document a été généré automatiquement le 16 décembre 2020.

Licence CC BY

Services avancés : attractivité bruxelloise et enjeux locaux

Geavanceerde diensten: de aantrekkelijkheid van Brussel en lokale uitdagingen
Advanced services: the attractiveness of Brussels and local issues

Gilles Van Hamme, Maëlys Waiengnier, David Bassens et Reijer Hendrikse

Introduction

- 1 Cet article explore la production et l'impact des services avancés dans l'économie bruxelloise. Fondé sur une étude de quatre ans financée par Innoviris portant sur les services avancés à Bruxelles, cet article tend à répondre à trois objectifs principaux. Premièrement, il s'agit de proposer *un portrait des services avancés à Bruxelles et de leurs dynamiques spatiales* (1995-2014). Cette question est particulièrement pertinente en temps d'instabilité géopolitique et géo-économique. En effet, sur la période étudiée, la crise financière et les politiques d'austérité qui ont suivi ont favorisé des taux d'intérêt bas et se sont traduites par de faibles opportunités d'investissements dans l'économie. C'est aussi durant cette période que l'on a vu le sauvetage des banques dites systémiques ou leur reprise par des groupes internationaux. Après 2008, les conditions économiques dans lesquelles les services avancés évoluent, à Bruxelles et ailleurs, ont donc connu une transformation en profondeur. En outre, les secteurs de services dits avancés (finance, comptabilité, services juridiques, conseils...) ont subi des mutations majeures sur le plan technologique (numérisation, automatisation...) et spatial, provoquant tantôt une décroissance, tantôt une transformation ou un déplacement des emplois à différentes échelles. À cela s'ajoutent des mutations géopolitiques majeures, comme le Brexit récemment. Deuxièmement, partant de l'idée que l'émergence des villes globales est liée à la polarisation socio-spatiale des villes [Friedmann, 1986 ; Sassen, 1991], nous proposons *une analyse de l'impact économique et social de cette économie sur le tissu économique et social bruxellois*. Troisièmement, sur base de ces constats, l'article vise à proposer *une réflexion sur les possibilités d'action des autorités politiques*, et en particulier de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC).

- 2 Ce dernier objectif constitue la trame principale de l'article. Dans cette perspective, l'attractivité – en particulier à l'échelle internationale – semble parfois résonner comme une obsession au sein des élites bruxelloises, comme au sein de celles d'autres villes. Cette vision est très explicite dans le PRDD :

« Le développement économique de Bruxelles est dès lors basé sur la requalification des secteurs économiques, le soutien aux secteurs porteurs d'emploi et de qualité pour Bruxelles ainsi que sur l'amélioration de son attractivité internationale. Les moyens mis en œuvre par la Région pour promouvoir ses atouts auprès des investisseurs étrangers ne sont efficaces que si cette attractivité est bien réelle et perçue comme telle par ces derniers. »¹

- 3 L'article s'interroge sur la nécessité de mettre l'accent sur l'internationalisation dans la politique de la Région de Bruxelles-Capitale, en particulier sur la volonté d'attirer des capitaux dans le domaine stratégique des services avancés. L'argument développé est double. Premièrement, Bruxelles est une ville internationale. Son internationalisation repose sur sa fonction politique et sur son insertion forte dans les réseaux de services avancés à l'échelle européenne et mondiale. Bruxelles est décrite dans la littérature comme un nœud important dans les réseaux internationaux de services avancés (voir *encadré* pour une brève discussion sur la définition de ces concepts), notamment dans le plus célèbre de ces classements positionnant les villes dans des réseaux interurbains de firmes internationales de services avancés, compilé par GAWC² [voir par exemple, Beaverstock *et al.*, 2000 ; Taylor et Derudder, 2016]. Dans un tel contexte, l'attractivité internationale est une réalité de l'économie bruxelloise, dont l'enjeu majeur n'est sans doute pas tant le développement mais le maintien.
- 4 Deuxièmement, les déterminants de la localisation de ces services et leurs dynamiques dépendent de facteurs sur lesquels les pouvoirs locaux ont peu de poids. En effet, ces services avancés, concentrés sur un réseau de villes globales, sont au cœur des fonctions de contrôle et de commandement, assurant la coordination et la gouvernance des chaînes de production globales ainsi que l'assistance à leurs clients pour pénétrer les marchés financiers [Bassens et van Meeteren, 2015]. La géographie de ces services suit dès lors une logique hiérarchique, les services les plus spécialisés étant produits par les lieux les plus centraux au sein des réseaux urbains. Ces géographies des services avancés reproduisent donc dans leurs structures mêmes les hiérarchies des systèmes urbains, tantôt monocentriques (comme en France, en Belgique ou au Royaume-Uni), tantôt polycentriques (comme en Allemagne). En effet, ces services dépendent de la spécialisation de la main-d'œuvre ou des services qui leur sont associés, formant dès lors ce que Sassen [1991] appelle un complexe de services avancés. Les économies d'agglomération, c'est-à-dire l'avantage compétitif qui résulte de la concentration géographique de l'activité, jouent dès lors un rôle important dans ces secteurs, expliquant leur regroupement au sein des grandes métropoles, voire dans certains quartiers spécialisés de ces métropoles (La Défense à Paris, la City à Londres). Si l'on se penche sur les dynamiques de ces activités, on remarque que les évolutions macro-économiques (les faibles taux d'intérêt, les nouvelles régulations après 2008...) et géopolitiques (le Brexit, le protectionnisme...) pèsent lourdement sur leurs mutations spatiales globales et européennes.
- 5 Après avoir présenté la géographie des services avancés à Bruxelles et ses dynamiques (section 1), l'article sera structuré autour de trois questions politiques, qui correspondent aussi à des échelles différentes d'analyses. Partant de la position de Bruxelles sur la carte globale et européenne des services avancés, la section 2

s'interrogera sur l'opportunité pour Bruxelles d'améliorer sa position internationale, c'est-à-dire à la fois l'intérêt de mener une telle politique et la capacité de la Région de peser sur cette dynamique. La section 3 propose une réflexion politique à une autre échelle : partant de la géographie des services avancés dans Bruxelles, notamment des différences observées entre le centre – assimilé pour l'essentiel à la RBC – et ses périphéries, nous évaluons la possibilité d'une action pour améliorer la position du centre dans l'espace métropolitain bruxellois. La section 4 met l'accent sur l'impact plus large des services avancés sur l'espace économique et social de la RBC.

1. Bruxelles : un pôle important de services avancés

- 6 Bruxelles se situe à un niveau élevé de la hiérarchie urbaine mondiale et constitue, avec Zurich, la plus petite ville occupant une telle position [Taylor et Derudder, 2016]. Ce classement repose sur l'idée de Sassen [1991] que la mondialisation de la production suppose une concentration des activités stratégiques nécessaires au fonctionnement de l'économie globale, en particulier les services avancés (financiers, légaux, etc.), ainsi que leur mise en réseau à l'échelle globale. Les villes mondiales doivent dès lors leur position stratégique tant à leur connectivité forte au niveau mondial qu'aux bénéfices que les firmes retirent de la concentration de services spécialisés en leur sein. À l'échelle de la Belgique, différents auteurs [Vandermotten *et al.*, 2006 ; Hanssens et Derudder, 2011], notamment sur base d'enquêtes propres, soulignent le rôle prépondérant de Bruxelles dans le réseau urbain belge : Bruxelles est la ville la mieux connectée au niveau global, mais aussi au niveau national.
- 7 Cette prépondérance bruxelloise s'appuie sur deux piliers essentiels. D'une part, Bruxelles est le principal pôle de services avancés pour le marché national, notamment via les sièges régionaux ou nationaux des grandes firmes internationales [Hanssens et Derudder, 2011]. Cette prépondérance s'appuie dès lors sur la centralité de Bruxelles dans un marché national relativement étroit [Vandermotten *et al.*, 2006], mais aussi sur la très forte densité de services avancés sur lesquels les firmes présentes peuvent s'appuyer localement. Bruxelles apparaît donc comme le pôle d'intermédiation entre les réseaux globaux de firmes transnationales et le marché national. Bruxelles concentre ainsi près de la moitié des services avancés au niveau national : Bruxelles, en ce compris sa périphérie³, concentre même près de 66 % de la valeur ajoutée nationale des secteurs de la finance et de l'assurance (54 % de l'emploi national), dont 55 % pour la seule RBC ; la concentration est plus faible pour les activités immobilières (32,9 %) ou les services légaux, de comptabilité et de management (44,6 %) (voir tableau 1). En Europe, un tel niveau de concentration n'est dépassé que par quelques villes de second ordre (Dublin, Athènes, Helsinki, Budapest, Lisbonne), disposant d'un poids hégémonique dans leur hiérarchie urbaine nationale (figure 1). D'autre part, son statut de siège des institutions européennes explique la localisation de services avancés spécialisés, notamment des services légaux, comprenant le lobbying, ou les services d'information [Elmhorn, 1998 ; Vandermotten *et al.*, 2015]. L'importance de Bruxelles en tant que métropole ne se marque donc pas en termes de localisation de sièges sociaux de grandes entreprises internationales [Vandermotten *et al.*, 2014], mais bien en termes de services avancés, parce que ceux-ci assurent l'interface entre les acteurs globaux et le marché national, ou qu'ils se développent en marge des fonctions politiques et administratives internationales de Bruxelles.

Tableau 1. Poids (%) de Bruxelles dans le total national et importance (%) des différents services avancés dans l'économie bruxelloise, 2014

		Poids (en %) de la ville fonctionnelle dans le total national	Dont la RBC	Total de la RBC, en emplois et en Millions d'Euros	Part des différents secteurs dans la ville fonctionnelle, en %	Part des différents secteurs en RBC, en %
	Population	29,5	10,5	1 175 173		
Emploi	Consultance et programmation informatique	51,8	18,2	10 869	2,1	1,6
	Services d'information	53,2	34,2	3 410	0,4	0,5
	Services financiers et d'assurance	53,9	40,4	58 879	5,3	8,8
	Immobilier	36,8	19,0	8 763	1,1	1,3
	Activités juridiques et comptables	38,4	16,4	11 588	1,8	1,7
	Sièges sociaux ; Consultance	56,7	25,3	18 421	2,8	2,8
	Publicité et études de marché	51,3	25,4	6 362	0,9	1,0
	Services avancés	49,5	27,5	118 292	14,3	17,7
	Emploi	33,2	14,9	667 889	100	100
Valeur ajoutée	Services d'information et communication	61,3	22,9	1 295	2,9	2,2
	Services financiers et d'assurance	65,8	54,9	11 074	11,2	18,5
	Immobilier	32,9	14,3	3 988	7,8	6,7

Services juridiques, de consultance de comptabilité...	44,6	19,5	4 890	9,4	8,2
Publicité et autres activités	54,1	31,6	668	1,0	1,1
Services avancés	47,3	27,1	21 915	32,3	36,7
Valeur ajoutée	37,0	18,7	59 786	100	100

Sources : BNB, ONSS, INASTI ; calculs propres

- 8 Il en résulte que l'économie bruxelloise est fortement spécialisée dans les services avancés. La figure 1 montre un très haut niveau de spécialisation dans les services aux entreprises et financiers, autour de 35 % de l'économie locale, un niveau similaire à celui de Francfort ou Milan, que seuls des centres de niveau mondial dépassent en Europe, à savoir Paris, Amsterdam ou Londres. Les secteurs de la finance et de l'assurance représentent plus de la moitié de ces services avancés pour la Région de Bruxelles-Capitale (RBC), un peu moins si on prend l'ensemble de la ville fonctionnelle (tableau 1). En revanche, les services avancés ne représentent que 17 % de l'emploi. Cet écart important est essentiellement le fait de la finance, qui représente plus de 18 % de la valeur ajoutée de la RBC pour 9 % de l'emploi. Les emplois y sont donc deux fois plus « productifs » ou, autrement dit, génèrent des revenus – du travail ou du capital – deux fois supérieurs à la moyenne. Nous reviendrons sur cet écart entre le poids dans l'économie et dans l'emploi des services avancés à Bruxelles. Toutefois, notons d'emblée que cette productivité supérieure trouve, au moins en partie, son origine dans la capacité d'extraction de la valeur produite par l'ensemble de l'économie ; autrement dit, la position névralgique de la finance lui permet d'extraire une rente de l'économie globale, sans pour autant devoir prendre de risques, dans la mesure où la faillite des grands groupes financiers plongerait l'ensemble de l'économie dans une crise majeure [Barth et Wihlborg, 2016 ; Parnreiter, 2019 ; Krätke, 2014].

Encadré 1. Les services avancés

Dans la littérature inspirée par Sassen [1991], les services avancés incluent les activités stratégiques nécessaires au fonctionnement d'une économie globale, alors que la production de biens ou de services banalisés et/ou peu qualifiés est de plus en plus dispersée à l'échelle mondiale. Ces activités stratégiques sont au contraire concentrées au sein des villes globales. Elles incluent selon une définition devenue classique la finance et l'assurance, la comptabilité, les services légaux, et la publicité. Il ne s'agit pas de discuter de la pertinence de cette définition, ce qui amènerait à des débats sans fin. En revanche, soulignons quelques difficultés d'opérationnalisation de cette définition :

- les classifications sectorielles existantes ne permettent pas aisément de recouvrir ces secteurs, notamment pour mesurer la valeur ajoutée ou dans les comparaisons européennes. Les chiffres produits dans cet article n'utilisent donc en pratique pas

toujours exactement la même définition, en particulier lorsqu'il s'agit de mesurer la valeur ajoutée ;

- une part non négligeable des secteurs de services avancés sont en pratique de simples services à la clientèle (services juridiques, services de comptabilité...), et en aucun cas des services stratégiques à l'échelle globale. Bref, en mesurant la somme des emplois dans les secteurs de services dits avancés, on surévalue le poids des secteurs stratégiques. En revanche, d'un point de vue hiérarchique, le poids élevé de ces activités dans une ville donnée est un indicateur pertinent, si on fait l'hypothèse raisonnable que la part de ces services dédiés à la clientèle locale doit être similaire au sein des villes développées.

Figure 1. Part du secteur financier dans la valeur ajoutée locale et part de la ville dans l'économie nationale des services avancés. Une comparaison européenne, 2013

Sources : Eurostat ; calculs propres

- 9 En outre, les services avancés ont sans aucun doute participé à la croissance de l'économie en général, et de l'économie bruxelloise en particulier : entre 1995 et 2014, la croissance de la valeur ajoutée, mais surtout de l'emploi, a été supérieure dans ces services à celle observée dans l'ensemble de l'économie. Plus étonnant, après 2008, alors que le secteur financier est au cœur de la crise tant au niveau mondial que national, la valeur ajoutée des services avancés continue à croître à un rythme supérieur au reste de l'économie métropolitaine. Toutefois, cette croissance s'effectue après 2008 avec un emploi déclinant. Cette croissance des services avancés et de la finance en particulier interroge quant à son rôle et à son impact. En effet, les bénéfices sociaux (collectifs) du poids de la finance peuvent être mis en cause : depuis 2008 au moins, cette croissance de la valeur ajoutée est déconnectée de celle de l'emploi (tableau 3) [Waiengnier *et al.*, 2020] ; elle participe au processus généralisé de financiarisation, qui se traduit entre autres par l'impératif de la rentabilité à court terme et l'alimentation d'une large sphère détachée de la production de biens et services [Harvey, 2007].

- 10 Après ce bref portrait des services avancés à Bruxelles, nous nous penchons dans les sections suivantes sur l'opportunité et les possibilités d'action de la Région de Bruxelles-Capitale à différents niveaux : celui de la compétition internationale (section 2), celui de la compétition intra-urbaine avec les périphéries (section 3), celui de l'impact économique et social des services avancés en RBC (section 4).

2. Bruxelles peut-elle et doit-elle améliorer sa position internationale dans l'économie des services avancés ?

- 11 S'interroger sur la question politique de l'attractivité bruxelloise pour les services avancés revient à se demander comment améliorer la position bruxelloise dans la compétition interurbaine. Cette discussion s'appuiera ici sur un certain nombre d'éléments théoriques et empiriques. Notre argument central est double : les services avancés à Bruxelles sont largement captifs ; leurs dynamiques dépendent de tendances macro-économiques sur lesquels les autorités locales n'ont guère de prise.
- 12 D'une part, les services avancés à Bruxelles, comme dans les autres métropoles, sont fortement ancrés dans le territoire bruxellois, si bien que l'action politique visant à les maintenir ou à attirer de nouveaux investissements ne peut produire que des résultats très incertains. En effet, les services avancés constituent de fait un *cluster*, parfois décrits comme un « complexe » de firmes de services avancés, ou encore comme des économies de localisation [Cook *et al.*, 2007]. Les moteurs d'une telle concentration spatiale d'activités spécialisées sont bien décrits par la géographie économique. Cette concentration s'appuie sur l'importance des relations que ces firmes nouent entre elles au sein d'un même secteur ; la proximité géographique apparaît dès lors comme décisive au fonctionnement de ces firmes qui nécessitent très régulièrement le recours à des services produits par d'autres firmes du même secteur d'activité [Bassens et van Meeteren, 2015 ; Clark, 2005]. Le tableau 2 donne la distribution sectorielle de la consommation intermédiaire des services avancés, c'est-à-dire ce que les acteurs économiques de ce secteur consomment à d'autres acteurs économiques, issus du même secteur ou d'autres secteurs. Il y apparaît que les secteurs des services avancés consomment surtout... d'autres services avancés, à hauteur de 69 % du total de leur consommation intermédiaire [Bureau Fédéral du Plan, 2013 ; Avonds *et al.*, 2016] ! Un tel constat va bien dans le sens de l'idée d'un complexe bruxellois de services avancés. Pourtant, à y regarder de plus près, l'essentiel de cette consommation est en fait interne à chacun de ces secteurs : les banques achètent des services aux banques, de même que les publicitaires aux publicitaires... Il n'y a que deux exceptions fortes à cette domination des relations intra-sectorielles : l'immobilier a des relations intenses avec le secteur de la construction (25 %) et la publicité avec l'édition et l'audiovisuel (26 %). La question de l'existence d'un complexe qui comprendrait un réseau interdépendant de firmes de l'ensemble des services avancés reste donc ouverte.
- 13 Quoi qu'il en soit (qu'il y ait ou non un complexe qui traverse les lignes des différentes activités de services avancés), la compétitivité des firmes de services avancés repose aussi sur un système de relations denses entre les entreprises, tant elle peut dépendre des compétences respectives de différentes firmes pour fournir un service complexe [Cook *et al.*, 2007 ; Waiengnier *et al.*, 2020].

Tableau 2. Distribution sectorielle de la consommation intermédiaire des services avancés, dans la Région de Bruxelles-Capitale, 2010

	Technologies de l'information et la communication	Banques	Assurance	Auxiliaires	Immobilier	Services légaux – Sièges sociaux	Publicité	Services avancés
Technologies de l'information et la communication	37	5	3	5	1	2	1	5
Banques	5	38	13	19	6	10	2	18
Assurance	1	1	12	3	3	1	0	3
Auxiliaires financiers	1	19	40	15	1	2	0	12
Immobilier	1	2	2	2	10	4	0	3
Services légaux – Sièges sociaux	9	11	12	13	10	43	13	20
Publicité	2	3	1	2	1	4	44	8
Services avancés	55	79	84	60	31	66	61	69
Autres	45	21	16	40	69	34	39	31
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Lecture : Si on prend l'exemple du 9 % de la première colonne, on peut le lire de la façon suivante : 9 % de tout ce que les firmes de technologies de l'information et la communication consomment au reste de l'économie bruxelloise le sont auprès de firmes de services légaux.

Source : Bureau Fédéral du Plan, 2013

- 14 Au-delà de ces relations marchandes, la littérature souligne l'importance des « *untraded interdependencies* » [Storper, 1997], soit l'ensemble des relations informelles entre les firmes ou leur personnel, assurant par exemple la circulation de l'information ou de savoir-faire spécifiques. Ces « dépendances informelles » reposent en particulier sur la confiance entre les acteurs, nécessitant dès lors des contacts directs et réguliers entre eux [Aguilera, 2003]. À travers ces relations informelles circule un savoir-faire tacite et non codifié [Clark, O'Connor, 1997 ; Asheim, Coenen et Vang, 2007]. Dès lors, la proximité spatiale apparaît nécessaire à cette circulation de l'information à travers des contacts informels dans des espaces de socialisation distincts [Coffey et Shearmur, 2002], qui expliquent l'attractivité persistante des centres urbains [voir Pandit, Cook et

Beaverstock, 2016 sur Londres]. Dans une étude sur les relations entre professionnels des services avancés [Waiengnier *et al.*, 2020], il apparaît que l'échelle métropolitaine reste majoritairement l'échelle à laquelle les interactions entre professionnels ont lieu : pour un professionnel sur 10, l'interaction se joue dans la même rue ou le même quartier, et l'échelle métropolitaine ou sa périphérie proche pour un professionnel sur 2. Pour certaines activités telles que celles des cabinets d'avocats internationaux, la proximité physique avec les institutions européennes et les autres firmes d'avocats est d'une importance vitale qui se marque par une présence commune parfois jusque dans le même immeuble ou la même rue [Van Criekingen *et al.*, 2005]. Ainsi, malgré les possibilités ouvertes par les technologies de communication numérique, une grande partie des échanges des entreprises de services avancés reste ancrée dans le territoire bruxellois. Cela rejoint l'idée que les entreprises tirent des avantages de leur proximité avec les autres entreprises et avec les infrastructures urbaines. Les économies d'agglomération jouent donc un rôle dans les choix de localisation d'entreprises, même sur celles d'acteurs internationaux tels que les services avancés.

- 15 Ajoutons à cela l'existence d'un bassin de main-d'œuvre spécialisée, dont la mobilité (entre firmes) elle-même peut être un facteur de circulation de l'information, ainsi que l'existence d'infrastructures nécessaires au fonctionnement de ces activités, comme la connectivité aérienne internationale. Tous ces facteurs ne laissent aucun doute sur le fait que les activités de services spécialisés sont fortement ancrées dans le territoire de Bruxelles.
- 16 Cet ancrage territorial est d'autant plus fort qu'il repose aussi sur les spécificités de Bruxelles, en particulier son statut de capitale nationale et de siège des institutions européennes. Ce double statut explique que Bruxelles joue un rôle d'interface entre l'économie globale ou européenne et nationale, mais abrite aussi toute une série d'activités liées aux institutions européennes (communication, lobbying, services légaux...). Par exemple, en tant que capitale nationale, Bruxelles accueille dès les années 1830 le siège des grandes institutions financières et se situe donc au cœur du commandement économique national, en liaison forte avec les institutions politiques. Cette fonction persiste jusqu'à aujourd'hui. Ensuite, comme siège des institutions européennes depuis les années 1960, Bruxelles a développé d'autres activités spécifiques. Dans tous les cas, des firmes et des réseaux de firmes se constituent, fortement ancrés dans le territoire bruxellois [Vandermotten, 2014].
- 17 D'autre part, les dynamiques des services avancés répondent davantage à des tendances macro-économiques ou des décisions géopolitiques qu'à l'action d'autorités régionales. Les tendances macro-économiques pèsent très lourdement sur les choix de localisation des firmes de services avancés. Elles relèvent par exemple des évolutions technologiques, qui ont permis la concentration géographique des activités stratégiques [Sassen, 1991]. Les processus d'internationalisation et de consolidation du monde bancaire, visibles dès les années 1990 à l'échelle européenne, se traduisent par des vagues de fusions et acquisitions dans le secteur bancaire européen et ont des conséquences majeures sur les activités financières localisées à Bruxelles [Berger *et al.*, 1999 ; Jeffers et Oheix, 2003]. En effet, l'émergence de grands groupes bancaires multinationaux favorise l'intensification de la division du travail à l'échelle internationale, se traduisant par exemple par la relocalisation des activités stratégiques ou des activités de routine [Troudart, 2012 ; Finance, 2016]. Ces processus se sont encore accélérés en Belgique après la crise de 2008. Par exemple, suite au rachat de

Fortis par BNP-Paribas [Vincent, 2012], le siège bruxellois a perdu certaines activités stratégiques au profit du siège parisien, ou des activités plus routinières au profit des sièges de Lisbonne ou Varsovie.

- 18 En outre, certaines décisions politiques, telles que le choix de Bruxelles comme siège des institutions européennes ou le Brexit, ont aussi des conséquences importantes sur l'activité de services avancés.
- 19 Pour conclure, la localisation des services avancés est soumise à un double *système de contrainte* sur lequel l'action politique locale pèse peu : les évolutions macro-économiques ou politiques, d'une part, l'ancrage territorial, résultant de la densité des relations de proximité ou de la dépendance aux traits spécifiques à l'espace dans lequel ces activités sont insérées, d'autre part. Les leviers dont dispose la Région (la politique de mobilité, une partie de la politique fiscale...) nous semblent dès lors insuffisants pour peser sur les choix de localisation de groupes internationaux dans des activités fortement ancrées dans le territoire, et donc peu susceptibles de se délocaliser, et dépendantes de tendances structurelles à l'échelle macro-économique et macro-politique.

3. Géographie interne des services avancés et concurrence entre centre et périphéries

- 20 Nous proposons ici un changement d'échelle, en examinant les logiques de localisation des services avancés à l'intérieur de l'espace métropolitain bruxellois. La question politique qui sous-tend cette analyse est celle de la concurrence entre le centre – assimilé à la RBC – et les périphéries, dans l'attraction des firmes de services avancés.
- 21 À l'échelle de la zone fonctionnelle de Bruxelles, la géographie des services avancés est caractérisée, d'une part, par une forte centralité et, d'autre part, par une certaine tendance à la concentration spatiale des différentes activités, comme la comptabilité ou la finance (figure 2). Ces deux processus ne sont pas similaires dans la mesure où la concentration de certaines activités peut s'effectuer dans des espaces périurbains, comme c'est le cas des grandes firmes de comptabilité dans la ville fonctionnelle de Bruxelles (Zaventem en est un exemple).
- 22 La figure 2 illustre la très forte concentration dans le centre de Bruxelles d'une centaine de milliers d'emplois (116 000) dans les services avancés. Les principaux acteurs du secteur – en particulier de la finance – sont localisés dans le centre historique et le quartier européen, situé immédiatement à l'est du pentagone, entre Arts-Loi et Schuman (figure 2). C'est aussi là qu'à partir des années 1960 se localisent les institutions européennes, générant le développement de services privés spécialisés (lobbying, services légaux...). La carte illustre aussi l'importance prise par le quartier Nord. Ce quartier d'affaires créé dans les années 1960 n'a réellement pris son essor que dans les années 1990 mais représente aujourd'hui un pôle important d'activités. S'ajoutent à cela des concentrations de moindre importance, notamment le long de l'avenue Louise, avec une concentration de services légaux, ou le long du boulevard du Souverain dans le sud-est de la ville. La carte illustre en outre des activités plus dispersées dans la ville, du fait des nombreux acteurs de moyenne et petite taille, dont l'activité est largement tournée vers la clientèle locale (comptables, bureaux d'avocats, etc.). En périphérie, le nord-est représente le pôle le plus important, partiellement

induit par la présence de l'aéroport et les développements immobiliers qui lui sont en partie associés. Dans le sud, des concentrations plus modestes caractérisent certains pôles du Brabant wallon, tels Wavre ou Louvain-la-Neuve.

- 23 Ainsi la localisation des différents types d'activités au sein de l'espace urbain dépend de leur nature, c'est-à-dire fondamentalement de la nécessité et de la capacité à occuper une position centrale. La recherche de centralité peut s'expliquer de plusieurs façons : localisation prestigieuse, proximité avec d'autres acteurs économiques et/ou avec les acteurs politiques, importance des contacts directs formels ou informels... [Aguilera, 2002 ; Gaschet et Lacour, 2002]. Dans cette perspective, il existe sans conteste une complémentarité au sein de l'espace urbain : les activités les plus qualifiées et prestigieuses cherchent une localisation centrale tandis que les activités plus banalisées tendent à une localisation périphérique [Cook *et al.*, 2007]. Alors que les activités financières restent très centrales, les grands acteurs internationaux de l'audit et de la comptabilité ont privilégié une localisation plus périphérique proche de l'aéroport, en dehors de la RBC.
- 24 Pourtant, dans les grandes villes développées, la périphérisation des activités économiques apparaît comme une tendance lourde [Garreau, 1991 ; Halbert, 2005 ; Fernandez, 2011]. Les moteurs d'un tel processus ont été largement explorés par la littérature : pour l'essentiel, les pôles périphériques des grandes métropoles fournissent toutes les externalités nécessaires sans les coûts liés à la congestion des centres urbains [Garreau, 1991]. L'intensité de ce processus dépend du contexte et semble plus forte en Amérique du Nord qu'en Europe, où le prestige d'une localisation centrale semble se maintenir. Surtout, les études soulignent que le déclin des centres est relatif et non absolu ; autrement dit, l'expansion des services avancés se fait davantage en périphérie sans pour autant que l'emploi diminue dans les zones centrales [Coffey et Shearmur, 2002]. S'ajoute à cela la tendance à la concentration des activités à plus forte valeur ajoutée au centre [Shearmur et Alvergne, 2002].

Figure 2. Localisation des services avancés à Bruxelles, par quartier au sein de la RBC et par ancienne commune dans le reste du bassin, 2014

Note : Le bassin d'emploi de Bruxelles comprend l'ensemble des communes dont plus de 15 % des résidents actifs travaillent en Région de Bruxelles-Capitale. Cela exclut des pôles périphériques flamands comme Malines ou Louvain.

Source des données : Base de données D-Bris, DGSIE

- 25 Bruxelles ne fait pas exception. Depuis des décennies, les croissances économiques observées en périphéries sont supérieures à celles du centre de la ville. Dans les années 1960, les croissances périphériques reposaient essentiellement sur l'industrie – suite à la désindustrialisation du centre-ville – ainsi que sur les services à la population, qui ne faisaient alors que suivre le mouvement de périurbanisation des classes moyennes et supérieures bruxelloises. À partir des années 1990, même les périphéries bruxelloises se désindustrialisent si bien que les fortes croissances y reposent désormais sur les services aux entreprises : dans le tableau 3, on observe clairement que les services aux entreprises connaissent de plus fortes croissances sur l'ensemble de la ville fonctionnelle que pour le centre, et cet écart est bien supérieur dans les services avancés que pour l'ensemble de l'économie.

Tableau 3. Croissance moyenne annuelle des services avancés (en %) et de l'économie totale au centre et en périphérie de Bruxelles, 1995-2014

	1995 – 2014			2008-2014		
	RBC	Bruxelles – ville fonctionnelle	Pays	RBC	Bruxelles – ville fonctionnelle	Pays
Population	1,1	0,8	0,4	1,6	1,0	0,7
Emploi total	0,5	0,9	1,3	0,2	0,6	0,6

Valeur ajoutée	1,7	1,9	2,2	1,0	0,8	0,6
Finance – Emploi	-0,5	-0,4	-0,5	-2,2	-1,8	-1,4
Finance – VA	2,3	2,2	0,8	6,2	6,3	6,0
Services avancés – Emploi	1,4	2,2	2,9	-0,1	0,6	1,4
Services avancés – VA	1,6	2,1	3,1	2,9	2,6	2,2

Source : Banque Nationale, ONSS, INASTI – calculs IGEAT

- 26 Comme nous l'avons déjà souligné, cette croissance périphérique repose en partie sur des activités à plus faible valeur ajoutée. On se situe bien ici dans une logique de complémentarité : le choix d'une localisation centrale ou périphérique des firmes repose sur la nature de leurs activités et, quelle que soit cette localisation, les firmes restent liées entre elles dans l'espace économique bruxellois. Le tableau 4 illustre bien les productivités supérieures des services avancés dans le centre, en particulier dans la finance, pour laquelle les activités périphériques se résument souvent aux services directs à la population.

Tableau 4. Niveau de productivité (valeur ajoutée par emploi, en milliers d'Euros) dans les secteurs des services avancés, 2008 et 2014

	RBC		Périphérie bruxelloise	
	2008	2014	2008	2014
Services d'information – communication	9,7	9,7	8,0	9,5
Finance et assurance	11,6	18,5	7,8	11,4
Services légaux, comptabilité, testing, consultance...	12,2	11,9	12,1	11,7
Autres act. professionnelles, techniques et scientifiques	7,4	6,4	4,3	3,3
Services avancés	13,7	15,9	14,7	14,6
Économie totale	8,5	8,9	7,2	7,0

Source : Banque Nationale, ONSS, INASTI – calculs IGEAT

- 27 Toutefois, les différences illustrées par le tableau 4 restent malgré tout limitées et on ne saurait réduire cette dynamique différentielle à une simple complémentarité. D'une part, sur le plan administratif, centres et périphéries appartiennent à des entités différentes, concurrentes de fait pour attirer emplois, capitaux et ressources fiscales concomitantes [Bourgeois *et al.*, 2015]. D'autre part, la nature des activités au centre et en périphérie n'est pas toujours si différente : les activités qualifiées ont fortement crû en périphérie, si bien que de nombreuses activités pourraient s'installer

indifféremment en bordure de la RBC ou en dehors de celle-ci. Or ces différences de localisation, parfois seulement distantes de quelques centaines de mètres, ont des impacts différenciés, notamment en termes de recrutement. Par exemple, nous avons comparé le recrutement de la main-d'œuvre des services avancés à Evere et Zaventem, deux communes voisines situées respectivement au sein et en dehors de la RBC : alors que 31 % des emplois dans les services avancés d'Evere sont occupés par des résidents en RBC, ce chiffre tombe à seulement 20 % pour Zaventem (données ONSS). La question linguistique ainsi que les réseaux de transport pourraient expliquer de telles différences sur de courtes distances.

4. L'impact « social » des services de haut niveau

- 28 Sans doute possible, les services avancés représentent un pan majeur de l'économie bruxelloise, à l'image de la plupart des métropoles développées. La centralité de ces secteurs dans l'économie bruxelloise se traduit aussi par l'importance des impacts indirects : d'après le Bureau du plan, l'effet multiplicateur des services avancés sur l'économie bruxelloise atteint 0,64 ; un chiffre supérieur à ce qui est observé en moyenne dans l'économie bruxelloise (0,55) [Bureau Fédéral du Plan, 2013]. Cela s'explique entre autres par l'importance de la consommation intermédiaire qui reste interne au secteur des services avancés bruxellois, comme nous l'avons déjà souligné dans la section 2. En revanche, l'impact sur l'emploi est nettement plus limité : l'injection de 1 000 000 € de demande finale dans les services avancés créerait, toutes choses égales par ailleurs, 4,89 emplois, un niveau inférieur à la moyenne des secteurs en RBC, qui atteindrait 6,6 emplois. Quelle qu'en soit l'origine (différences de productivité entre activités, situations de rente...), cette différence traduit en réalité la création d'emplois hautement rémunérés dans ces activités, même en intégrant les impacts indirects sur des secteurs moins qualifiés. Ce découplage (entre dynamique économique et sociale) relativise fortement l'impact social des services avancés sur Bruxelles.
- 29 Les services avancés ont donc des caractéristiques propres du point de vue de la force de travail, qui déterminent en partie l'impact socio-économique sur la ville. D'abord, elle est fortement qualifiée et bénéficie en moyenne de rémunérations élevées. Plus des deux tiers de la main-d'œuvre y disposent d'un diplôme supérieur, un niveau similaire aux autres grandes villes mais bien supérieur aux autres activités économiques à Bruxelles. De fait, Sassen [1991] a précocement identifié ces secteurs globalisés et concentrés dans les villes mondiales comme responsables de la polarisation sociale des métropoles, entre les employés hautement rémunérés de ces secteurs stratégiques globaux, et le développement de services à ces populations, générant des emplois peu qualifiés et peu rémunérés. Dès les années 1990, Hamnett [1996] avait contesté cet argument, montrant que s'il y a bien création d'emplois hautement rémunérés, on observe plutôt une décroissance des emplois peu qualifiés et/ou rémunérés (pour une synthèse de ce débat, voir Vaattovaara et Kortteinen [2003]). C'est d'ailleurs bien ce qui semble être observé à Bruxelles [Van Hamme *et al.*, 2011].
- 30 Ensuite, la géographie du recrutement des services avancés bruxellois apparaît particulièrement peu... bruxelloise : alors que dans l'ensemble 39 % des salariés travaillant en RBC y résident, ce chiffre n'atteint que 29 % pour les services avancés, et 23 % pour la finance⁴. L'explication de cette différence est simple : historiquement, le

processus de périurbanisation est dépendant du revenu et du statut social. Il n'est dès lors pas étonnant que les secteurs à forte rémunération aient des parts plus élevées de leur main-d'œuvre résidente en périphérie. Quoi qu'il en soit, cela limite à plusieurs égards l'impact des services avancés sur l'économie de la Région (notamment en termes de consommation et de fiscalité).

- 31 Enfin, un dernier élément distingue nettement le recrutement des services avancés bruxellois. En 2011, on évalue que 0,76 % de la main-d'œuvre totale des services avancés résidait dans un pays étranger seulement une année auparavant (calculs propres sur base de DGSIE, 2011). Ce chiffre est bien supérieur à celui de l'économie bruxelloise dans son ensemble mais aussi au recrutement des services avancés ailleurs en Belgique, par exemple à Anvers (0,16 %). Une telle réalité confirme la forte insertion de ces activités dans des réseaux internationaux, qui passe aussi par un recrutement international ou par des transferts de main-d'œuvre au sein des différents bureaux internationaux d'une même firme. Par ailleurs, cette main-d'œuvre internationale a des comportements spécifiques : elle réside massivement dans les quartiers centraux, en particulier dans la couronne orientale de la ville (Ixelles, Woluwé...). Cette concentration géographique d'une population internationale mobile et hautement rémunérée donne lieu à d'importants projets immobiliers répondant à une demande de logement spécifique (logements à court terme, meublés, avec toutes les aménités nécessaires...). Si l'impact de cette dynamique sur le marché immobilier est difficile à démontrer, ses conséquences locales se traduisent par des projets qui peuvent être de grande ampleur, comme celui localisé à l'ancien siège de Solvay à Ixelles [Casier, à paraître]. Le comportement de cette élite internationale est donc en moyenne différent de celui des classes supérieures bruxelloises, par son ancrage fort dans un mode de vie urbain.

Tableau 5. Géographie du recrutement de la force de travail des services avancés en RBC, 2014

	RBC	Ville fonctionnelle hors RBC	Reste du pays	Total
Programmation ; consultance informatique	32	40	28	100
Finance-Assurance	23	49	28	100
Immobilier	63	29	8	100
Services légaux et comptabilité	46	42	12	100
Sièges sociaux ; management, consultance	36	39	25	100
Ingénierie – architecture, testing et analyse	31	39	30	100
Publicité – études de marché	38	38	24	100
Services avancés	29	44	27	100

Emploi total	39	37	24	100
--------------	----	----	----	-----

Source : ONSS

Conclusion

- 32 Les services avancés, nous l'avons souligné à plusieurs reprises, représentent une partie importante de l'économie bruxelloise et ont participé à la croissance économique régionale au cours des deux dernières décennies.
- 33 Les autorités régionales peuvent donc légitimement se préoccuper des dynamiques d'activités qui se situent au cœur de l'économie bruxelloise. Ces activités portées par des firmes de tailles diverses, dont de nombreuses filiales de grands groupes internationaux, font l'objet d'une compétition entre les territoires, en particulier entre métropoles. Les exemples de telles compétitions interurbaines sont légion : par exemple, dans le cadre du Brexit, toute relocalisation d'activité, rendue nécessaire dans certains cas par la nécessité légale de se situer au sein de l'UE, fait l'objet d'une compétition entre les villes pour les attirer. Cette concurrence interurbaine pour attirer des activités et un capital supposés très mobiles doit pourtant être relativisée. D'une part, les villes – via leurs réseaux de firmes – sont complémentaires : les premières villes nationales jouent un rôle tout à fait essentiel d'intermédiation entre l'économie globale et les marchés nationaux, tant il est difficile de pénétrer un marché national sans y être implanté ; il existe aussi une division internationale du travail entre les villes globales [van Meeteren et Bassens, 2016]. D'autre part, on a montré pour Bruxelles qu'une grande partie des activités de services avancés sont profondément ancrées dans le territoire. Outre la partie relativement importante de simples services à une clientèle locale (dont sont faits les services comptables, légaux ou financiers), les firmes de services avancés sont insérées dans des réseaux formels et informels très ancrés dans l'économie bruxelloise, et leurs activités sont aussi intimement liées aux traits structurels de Bruxelles, capitale nationale – et à ce titre, centre de services à l'interface de l'économie globale et nationale – et siège des institutions européennes. C'est dans ce contexte qu'il faut s'interroger sur l'opportunité de mettre en place des politiques d'attractivité tant celles-ci reposent sur les postulats douteux de l'hypermobilité des capitaux et de la capacité par les autorités régionales à influencer les choix de localisation. Il ne s'agit pas ici de nier la mobilité du capital, mais plutôt de relativiser l'intérêt pour les firmes internationales de déplacer leurs activités concrètes, lorsque leur localisation s'explique par des ancrages locaux, eux-mêmes intégrés dans des réseaux interurbains globaux et interdépendants. En effet, nous pensons qu'il n'est pas exagéré de penser ces activités comme captives à Bruxelles. En outre, les dynamiques des services avancés sont soumises à des évolutions macro-économiques et géopolitiques qui échappent largement aux autorités régionales : la crise de 2008 et son cortège de faillites et sauvetages publics, la numérisation, qui transforme en profondeur l'organisation du travail de ces secteurs, le Brexit sont parmi les illustrations les plus évidentes de ces processus globaux qui impactent le fonctionnement et la géographie des services avancés à toutes les échelles.
- 34 La compétition entre territoires pour attirer l'activité économique, somme toute limitée, comporte aussi une dimension plus locale, en particulier entre la RBC et ses

périphéries. De fait, depuis plusieurs décennies, les croissances économiques de la périphérie dépassent celles du centre, et ce constat est aussi vrai pour les services avancés. Bien que reposant partiellement sur une complémentarité entre centre et périphéries, avec la localisation en périphérie d'activités plus consommatrices d'espace et plus « banalisées », des activités à forte valeur ajoutée se développent aussi en périphérie, profitant d'une congestion moindre et d'un accès aisé à un bassin de main-d'œuvre diversifiée et très qualifiée. Or, comme nous l'avons montré, une localisation au sein ou en dehors de la RBC, peut s'avérer très différente, par exemple en termes de recrutement de la main-d'œuvre. Les différences de prix de l'immobilier et d'accessibilité jouent ici aussi un rôle important. Dès lors, une politique de mobilité efficace pourrait jouer un rôle positif en faveur d'une localisation centrale.

- 35 Enfin, nous avons aussi posé la question de l'impact global de ces activités sur la population bruxelloise. De fait, deux traits majeurs limitent l'impact positif pour la RBC : les services avancés fournissent plus de valeur ajoutée que d'emplois, en particulier au cours des dernières années où la croissance économique s'est accompagnée d'une diminution de l'emploi, surtout dans la finance ; les travailleurs de ces secteurs ont une forte tendance à résider en dehors de la RBC, limitant l'impact sur l'économie régionale. Par ailleurs, ces secteurs recrutent une importante main-d'œuvre internationale très mobile ; si celle-ci privilégie une résidence plutôt centrale, leur concentration dans certains quartiers orientaux tend à y influencer l'offre immobilière, au moins localement.
- 36 Toutes ces considérations laissent entendre que Bruxelles est une ville très internationale, qui ne semble guère avoir besoin de cultiver son attractivité tant celle-ci semble une réalité forte de sa sociologie et de son économie. Autrement dit, compte tenu des tendances structurelles et des compétences limitées de la Région, nous prônons de façon quelque peu provocante de ne rien faire tant les politiques d'attractivité menées nous semblent incertaines et parfois porteuses d'effets pervers pour les populations en place. Par « ne rien faire », nous entendons plus exactement concentrer ses capacités d'action sur d'autres segments de l'économie bruxelloise, sur lesquels la Région peut avoir une prise et qui requièrent une action publique forte. Il s'agit dès lors d'identifier ces secteurs où la RBC peut agir sur l'offre ou sur la demande, et dont l'impact économique et social est élevé, par exemple parce que le poids des entreprises et/ou de la main-d'œuvre bruxelloise y est important.
- 37 Certes, le développement des services avancés peut faire face à des goulots d'étranglement : recrutement de la main-d'œuvre, disponibilités immobilières, accessibilité... Toutefois, rien ne semble indiquer l'existence de tels goulots qui bloqueraient le développement de ces activités à Bruxelles. Si de tels blocages apparaissaient, ils ne nécessiteraient pas nécessairement une politique sectorielle à destination desdits services mais relèveraient plutôt de difficultés générales auxquelles la Région devrait faire face. La formation de la main-d'œuvre est un de ces obstacles potentiels, obstacle qui ne pourrait être traité qu'à travers l'amélioration générale du système d'enseignement, seul à même de former la main-d'œuvre qualifiée nécessaire. Il en va de même pour les questions de mobilité, qui ne peuvent trouver de solution que globale au sein de la RBC, par le report vers d'autres modes de transport que la voiture.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUILÉRA, A., 2002. Services aux entreprises, centralité et multipolarisation. Le cas de Lyon. In : *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*. 07/2002. N° 3, pp. 397-442.
- AGUILÉRA, A., 2003. La localisation des services aux entreprises dans la métropole lyonnaise : entre centralité et diffusion. In : *Espace Géographique*. 2003. Vol. 32, n° 2, pp. 128-140.
- ASHEIM, B., COENEN, C. et VANG, J., 2007. Face-to-face, buzz, and knowledge bases: sociospatial implications for learning, innovation, and innovation policy. In : *Environment and Planning C: Government and Policy*. 01/10/2007. Vol 25, n° 5, pp. 655-670.
- AVONDS, L., HAMBÏE, C., HERTVELDT, B., MICHEL, B. et VAN DEN CRUYCE, B., 2016. Analyse du tableau input-output interrégional pour l'année 2010. In : *Working papers*. Bureau fédéral du Plan. 04/2016. No 5-16. Disponible à l'adresse : http://statistics.brussels/files/publications/external-publications/WP_1605_11199_F.pdf
- BASSENS, D. et VAN MEETEREN, M., 2015. World cities under conditions of financialized globalization: Towards an augmented world city hypothesis. In : *Progress in Human Geography*. 01/12/2015. Vol 39, n° 6, pp. 752-775.
- BARTH, J. et WIHLBORG, C., 2016. Too Big to Fail and Too Big to Save: Dilemmas for Banking Reform. In : *National Institute Economic Review*. 01/02/2016. Vol. 235, n° 1, pp. 27-39.
- BERGER, A. N., DEMSETZ, R. S. et STRAHAN, P. E., 1999. The consolidation of the financial services industry: Causes, consequences, and implications for the future. In : *Journal of Banking and Finance*. 02/1999. Vol. 23, n° 2, pp. 135-194.
- BEAVERSTOCK, J., SMITH, R., TAYLOR, P.J., WALKER, D.R.F. et LORIMER, H., 2000. Globalization and World Cities: Some Measurement Methodologies, In : *Applied Geography*. 01/2000. Vol. 20, n° 1, pp. 43-63.
- BOURGEOIS, M., HALLEUX, J.-M., PAGANO, G., BRUNET, S. et GUYOT, J.-L., 2015. *Amélioration de l'attractivité et de la compétitivité du territoire wallon pour le secteur des services supérieurs : Étude stratégique exploratoire*. Belgrade : IWEPS. Rapport de recherche n° 14.
- BUREAU FÉDÉRAL DU PLAN, 2013. Tableaux Entrées-Sorties 2010. Bruxelles : Bureau fédéral du Plan.
- CASIER, C., à paraître. « Faire de la place. » Les migrants européens aisés et la transformation du quartier Solvay (Bruxelles). In : *Territoire en mouvement*. Publication prévue 01/2020.
- CLARK, G.L., 2005. Money flows like mercury: The geography of global finance. In : *Geografiska Annaler, Series B: Human Geography*. Special Issue. Power Over Time-Space: The Inaugural Nordic Geographers Meeting. 2005. Vol. 87, n° 2, pp. 99-112.
- CLARK, G.L. et O'CONNOR, K., 1997. The informational content of financial products and the spatial structure of the global finance industry. In: COX, K. (éd.), *Spaces of Globalization: reasserting the power of the local*. New York, Londres : Guilford Press. pp. 89-114.
- COFFEY, W. J. et SHEARMUR, R. G., 2002. Agglomeration and Dispersion of High-order Service Employment in the Montreal Metropolitan Region, 1981-96. In : *Urban Studies*. 03/2002. Vol. 39, n° 3, pp. 359-378.
- COOK, G., PANDIT, N., BEAVERSTOCK, J., TAYLOR, P. et PAIN, K., 2007. The role of location in knowledge and diffusion: evidence of centripetal and centrifugal forces in the City of London

- financial services agglomeration. In : *Environment and Planning A*. 01/06/2007. Vol. 39, n° 6, pp. 1325-1345.
- ELMHORN, C., 2001. *Brussels, a reflexive world city*. Thèse de doctorat en Histoire économique. Stockholm : University of Stockholm.
- FERNANDEZ, R., 2011. *Explaining the decline of the Amsterdam Financial Centre*. Thèse de doctorat en Sciences sociales. Amsterdam : University of Amsterdam.
- FINANCE, O., 2016. *Les villes françaises investies par les firmes transnationales étrangères : des réseaux d'entreprises aux établissements localisés*. Thèse de doctorat en Géographie. Paris : Université Paris 1 Panthéon-La Sorbonne.
- GARREAU, J., 1991. *Edge City: Life on the New Frontier*. New York : Doubleday.
- GASCHET, F. et LACOUR, C., 2002. Métropolisation, centre et centralité. In : *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*. 02/2002. N° 1, pp. 49-72.
- HALBERT, L., 2005. Le desserrement intra-métropolitain des emplois d'intermédiation : Une tentative de mesure et d'interprétation dans le cas de la région métropolitaine parisienne. In : *Géographie Économie Société*. 2005. Vol. 7, n° 1, pp. 1-20. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2005-1-page-1.htm>
- HAMBÏE, C., 2013. Les multiplicateurs de production, de revenu et d'emploi 1995-2005, une analyse entrées-sorties à prix constants, In : *Working papers*. Bureau fédéral du Plan. 09/2013. Disponible à l'adresse : https://www.plan.be/uploaded/documents/201310310809230.WP_1308_10343.pdf
- HAMNETT C., 1996. Social polarisation, Economic restructuring and welfare state regimes. In : *Urban studies*. 01/10/1996. Vol. 33, n° 8, pp. 1407-1430.
- HANSENS, H. et DERUDDER, B., 2011. The urban geography of advanced producer service transaction links in Belgium. In : *Belgeo*. 2011. Vol. 2011, n° 1-2, pp. 17-28. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/belgeo/6345>
- HARVEY, D., 2007. *A brief history of Neoliberalism*, Oxford : Oxford University Press.
- JEFFERS, E. et OHEIX, V., 2003. Concurrence et concentration bancaires en Europe. In : *Revue d'économie Financière*. 2003. Vol. 72, pp. 223-242. Disponible à l'adresse : https://www.persee.fr/doc/ecofi_0987-3368_2003_num_72_3_4881
- KRÄTKE, S., 2014. Cities in contemporary capitalism. In : *International Journal of Urban and Regional Research*. 09/2014. Vol. 38, n° 5, pp. 1660-1677.
- PANDIT, N. R., COOK, G. A. S. et BEAVERSTOCK, J. V., 2016. Economies and diseconomies of clusters: Financial services in the city of London. In: BELUSSI F. et HERVAS-OLIVER J.-L. (éds.), *Unfolding Cluster Evolution*. London: Routledge. pp. 23-38.
- PARNREITER, C., 2010. Global cities in Global Commodity Chains: exploring the role of Mexico City in the geography of global economic governance. In : *Global Networks*. 01/2010. Vol. 10, n° 1, pp. 35-53.
- PARNREITER, C., 2019. Global cities and the geographical transfer of value. In : *Urban Studies*. 01/01/2019. Vol. 56, n° 1, pp. 81-96.
- SASSEN, S., 1991. *The Global City*. Princeton : Princeton University Press.
- SHEARMUR, R. et ALVERGNE, C., 2002. Intrametropolitan patterns of high-order advanced service location: A comparative study of seventeen sectors in Ile-de-France. In : *Urban Studies*. 01/06/2002. Vol. 39, n° 7, pp. 1143-1163.

- STORPER, M., 1997. *The Regional World: Territorial Development in a Global Economy*. Londres : Guilford Press.
- TAYLOR, P. et DERUDDER, B., 2016. *World City Network: A Global Urban Analysis* (2nd edition). Londres, New York : Routledge.
- TOOZE, A., 2018. *Crashed: How a decade of financial crises changed the world*. Londres : Penguin.
- TROUDART, J., 2012. *Analyse et comparaison des stratégies d'internationalisation des banques*, Thèse en sciences de gestion. Bordeaux : Université Montesquieu – Bordeaux IV.
- VAAATTOVAARA, M. et KORTTEINEN, M., 2003. Beyond polarisation versus professionalisation? A case study of the development of the Helsinki region, Finland. In : *Urban studies*. 01/10/2003. Vol. 40, n° 11, pp. 2127-2145.
- VAN HAMME, G., WERTZ, I. et BIOT, V., 2011. La croissance économique sans le progrès social : l'état des lieux à Bruxelles. In : *Brussels Studies*, Collection générale. 28/03/2011. N° 48, pp. 1-21. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/brussels/850>
- VANDERMOTTEN C., 2014. *Bruxelles, une lecture de la ville*, Bruxelles : Editions de l'ULB
- VAN MEETEREN, M. et BASSENS, D., 2016. World Cities and the Uneven Geographies of Financialization: Unveiling Stratification and Hierarchy in the World City Archipelago. In : *International Journal of Urban and Regional Research*. 01/2016. Vol. 40, n° 1, pp. 62-81.
- VANDERMOTTEN, C., LECLERQ, E., CASSIERS, T. et WAYENS, B., 2009. L'économie bruxelloise. In : *Brussels Studies*, Note de synthèse. 26/01/2009. EGB n° 7, pp. 1-13. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/brussels/934>
- VANDERMOTTEN, C., ROELANDTS, M., AUJEAN, L. et CASTIAU, E., 2006. Central Belgium: polycentrism in a federal context. In : HALL, P. et PAIN, K. (éds.), *The Polycentric Metropolis: Learning from Mega-City Regions in Europe*. Londres : Earthscan. Pp. 146-153.
- VINCENT, A., 2012. Restructurations et réductions d'emplois dans le secteur bancaire belge. In : *Les analyses du CRISP* [en ligne]. 18/12/2012. Disponible à l'adresse : <http://www.crisp.be/2012/12/restructurations-et-r%C3%A9ductions-d%e2%80%99emplois-dans-le-secteur-bancaire-belge/>
- WAIENGNIER, M., VAN HAMME, G., HENDRIKSE, R. et BASSENS, D., 2020. Metropolitan Geographies of Advanced Producer Services: Centrality and Concentration in Brussels. In : *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*. 09/2020. Vol. 111, no 4, pp. 585-600.

NOTES

1. Plan régional de développement durable (PRDD). Disponible à l'adresse : http://perspective.brussels/sites/default/files/documents/prdd_2018_fr.pdf
2. Voir par exemple le classement 2018. Disponible à l'adresse : <https://www.lboro.ac.uk/gawc/world2018t.html>
3. Dans cette étude, nous définissons Bruxelles comme la ville fonctionnelle, à savoir la Région de Bruxelles-Capitale et son bassin d'emploi, définie comme l'ensemble des communes qui envoient plus de 15 % de leur population active vers la RBC. Le centre d'emploi est assimilé à la RBC elle-même. Cette définition est illustrée sur la carte 1.
4. Calculs propres sur base des données ONSS, 2014.

RÉSUMÉS

À partir d'une analyse des dynamiques des services avancés dans l'économie bruxelloise, comptant pour plus d'un tiers de la valeur ajoutée totale de la RBC, cet article s'interroge sur l'impératif d'attractivité internationale qui accompagne le développement de ces services. Trois réflexions sont développées dans ce cadre. D'abord, partant du constat du caractère très international de l'économie bruxelloise, on propose de s'interroger sur la nécessité et la possibilité de renforcer l'économie internationale liée aux services avancés. Ensuite, une réflexion est menée sur les concurrences entre le centre et les périphéries dans les services avancés. Enfin, une analyse critique de l'impact social de cette économie est proposée, soulignant notamment le caractère peu créateur d'emplois de ces activités.

Op basis van een analyse van de dynamieken van de geavanceerde diensten in de Brusselse economie, goed voor meer dan een derde van de totale toegevoegde waarde van het Brussels Gewest, onderzoekt dit artikel de noodzaak van internationale aantrekkelijkheid die gepaard gaat met de ontwikkeling van deze diensten. In dat kader belichten de auteurs drie punten van overweging. Eerst en vooral staan ze, gezien het zeer internationale karakter van de Brusselse economie, stil bij de noodzaak en de mogelijkheid om de internationale economie die gekoppeld is aan de geavanceerde diensten te versterken. Vervolgens gaan ze dieper in op de concurrentie tussen het centrum en de rand in de sector van de geavanceerde diensten. Tot slot reiken ze een kritische analyse van de sociale impact van deze economie aan, waarbij ze vooral benadrukken dat deze activiteiten weinig arbeidsplaatsen creëren.

Based on an analysis of the dynamics of advanced services in the Brussels economy, which account for more than a third of the total added value in BCR (Brussels-Capital Region), this article looks at the necessity for international attractiveness which accompanies the development of these services. Three reflections are developed in this framework. Firstly, given the international nature of the Brussels economy, the need as well as the possibility to strengthen the international economy linked to advanced services are examined. Next, the competition between the centre and the outskirts in the area of advanced services is examined. Finally, a critical analysis of the social impact of this economy is carried out, highlighting in particular the fact that these activities create few jobs.

INDEX

Financement <http://dx.doi.org/10.13039/501100004744>

Thèmes : 6. économie – emploi

Keywords : economic development, internationalisation

Trefwoorden : economische ontwikkeling, internationalisering

Mots-clés : développement économique, internationalisation

AUTEURS

GILLES VAN HAMME

Gilles Van Hamme est professeur de géographie économique à l'Université libre de Bruxelles.
gvhamme[at]ulb.ac.be

MAËLYS WAIENGNIER

Maëlys Waiengnier est doctorante ULB-VUB. Ses recherches portent sur les dynamiques des services avancés à Bruxelles.

[mwaiengn\[at\]ulb.ac.be](mailto:mwaiengn[at]ulb.ac.be)

DAVID BASSENS

David Bassens est professeur de géographie économique à la VUB. Ses recherches portent en particulier sur le secteur financier.

[david.bassens\[at\]vub.be](mailto:david.bassens[at]vub.be)

REIJER HENDRIKSE

Reijer Hendrikse est chercheur postdoctoral en géographie de la finance. Ses recherches portent sur les rapports entre développement financier, formation des villes globales et l'Etat.

[reijer.hendrikse\[at\]vub.ac.be](mailto:reijer.hendrikse[at]vub.ac.be)